

Contribution de Joseph CASA,
adhérent du Parti Communiste Français depuis janvier 1950, à l'âge de 16 ans.

Chers camarades,

Voici ma contribution au débat ouvert à l'occasion de l'élection présidentielle de l'an prochain.

Nous nous trouvons en pleine crise économique, sociale et sanitaire (ce qui complique encore les choses). Dans l'immédiat la perspective est plutôt sombre avec la montée en puissance des idées développées par le macronisme, la droite extrême et l'extrême droite.

Alors, que faire, sans se lamenter, pour savoir pourquoi on en est arrivé là ?

Je souhaite d'abord que toutes les conditions soient remplies et mises à disposition de tous les communistes afin qu'ils puissent faire connaître leur opinion et leurs propositions avant le vote prévu au mois de mai. Bien évidemment en évitant toute polémique inutile et, au terme du débat, en respectant le vote majoritaire pour maintenir l'unité indispensable à la poursuite de nos activités.

L'histoire de notre pays (1936, la Résistance, les premiers gouvernements à la Libération,...) prouve que l'union populaire, l'union des forces de gauche et la participation active des communistes, ont permis des progrès décisifs pour l'ensemble de la population (congrès payés, 40 heures, Sécurité Sociale, nationalisations : EDF...).

Ce qui motive mon attachement à la recherche de l'union de la gauche, chaque fois que cela est possible, sur des bases claires de progrès social, de défense du service public, de la Paix, de la laïcité...

Mais la constitution de 1958 – à laquelle seuls les communistes se sont opposés – et les diverses modifications intervenues depuis, ont conduit à la personnalisation à outrance de la vie politique et à la perte de toute vie démocratique.

Dans ces conditions, il est évident que de tous côtés (presse, radio, média, internet... et pouvoirs en place), tout est mis en œuvre pour rendre le Parti Communiste inaudible et donc invisible... et si possible le voir disparaître. Mais "le centenaire" existe toujours !

Ses élus dans les communes, les départements, les régions et au Parlement soutiennent les revendications de toutes celles et de tous ceux qui, chaque jour, font vivre notre pays : les salariés du privé et du public, les paysans, les personnes âgées,...

Dans les limites de leurs responsabilités, ils prennent les mesures permettant à leurs mandants de vivre plus dignement.

Il est donc tout naturel de présenter des candidats à toutes les élections et d'avoir des élus qui apportent la preuve de l'activité des communistes.

Bien que non démocratique dans son principe, l'élection présidentielle nous donne la possibilité de présenter les idées de progrès et les propositions que nous formulons ainsi que le programme – élaboré par l'ensemble des communistes – soumis à l'appréciation des électrices et des électeurs.

Pour toutes ces raisons, au premier tour de l'élection présidentielle, je soutiens la candidature d'un candidat communiste qui pourrait être notre secrétaire national Fabien ROUSSEL.